

# APERO POLITIQUE

## Elections communales LIEGE



## Synthèse des échanges

---

Dans le cadre de l'apéro politique organisé le 18 septembre 2018 aux Chiroux, vous avez eu l'occasion d'entendre l'avis de différents groupes politiques représentés à Liège, en participant à une des tables rondes proposées autour des revendications portées par plusieurs associations liégeoises :

- 1- ACHATS DURABLES ET COMMERCE ÉQUITABLE**  
Table ronde proposée par *AchACT* et *Oxfam Magasins du monde*
- 2- BUDGETS ET COMPTES COMMUNAUX**  
Table ronde proposée par *Attac Liège* et *ACiDe Liège*
- 3- ENSEIGNEMENT**  
Table ronde proposée par la *FAPEO*
- 4- LOGEMENT**  
Table ronde proposée par *PAC Liège*, *DAL* et *le Monde des possibles*
- 5- MIGRATIONS – COMMUNE HOSPITALIÈRE**  
Table ronde proposée par le *CNCD-11.11.11* et *le Monde des possibles*

Ce document compile les synthèses des échanges réalisées pour les cinq tables rondes. Vous trouverez également des infos utiles pour aller plus loin ou vous investir aux côtés des associations.



## ACHATS DURABLES ET COMMERCE ÉQUITABLE

### "Marchés publics, un levier d'influence vers une plus grande durabilité"

*Table co-animée par Oxfam-Magasins du monde et achACT. Autour de la table, des militants actifs au sein d'Oxfam mais aussi des citoyens venus d'horizons très divers qui ont participé très activement aux discussions avec les candidats. Le conseil communal de la Ville de Liège a voté, le 3/09/2018, une motion visant à orienter les marchés publics de fourniture de vêtements de travail vers des achats durables qui tiennent compte des droits des travailleurs qui les fabriquent. Les partis sont-ils prêts à concrétiser cet engagement dans la prochaine déclaration de politique générale ? Sont-ils prêts également à introduire des critères de commerce équitable dans les marchés publics d'alimentation et de boissons ? Tous s'y sont engagés. Mais avec des nuances.*

Pour **Murielle Frenay**, conseillère provinciale (Vert Ardent, Ecolo), la réponse positive est évidente. Depuis 2007, elle a été la première à proposer d'intégrer les critères sociaux et environnementaux dans les marchés publics de la province. La motion votée en septembre est un pas important mais pour qu'elle se concrétise, la conseillère Ecolo insiste sur les nécessaires interpellations des citoyens. Cet engagement pourrait se faire via le budget participatif mis en place à Liège cette année. La ville n'est toujours pas « commune du commerce équitable ». Murielle Frenay estime que cela doit figurer dans la déclaration de politique générale. Elle insiste cependant sur le fait que le commerce équitable ne doit pas se limiter à vouloir « *aider les autres* ». « *Il faut changer de logiciel et concevoir le commerce équitable en termes d'égalité de traitement* »

Avec **Julien Delaunois** (MR), on est dans une tout autre approche : Son parti ne s'opposera pas à l'introduction de critères sociaux et environnementaux dans les marchés publics à condition que cela n'entraîne pas un surcoût pour la ville et donc pour le citoyen. Les citoyens, dit-il, ne seraient pas d'accord de voir augmenter leurs impôts parce que la ville ferait le choix du commerce équitable. Pour le candidat MR, ce choix doit être individuel. Interpellé sur la responsabilité morale des pouvoirs publics face à la réalité de l'exploitation des travailleurs dans le secteur des vêtements de travail, Julien Delaunois reconnaît qu'il faut « *faire quelque chose* » mais ajoute aussi que l'endettement de Liège est important et qu'il existe aussi beaucoup de pauvreté dans la ville. Les citoyens, conclut-il, sont « *libres d'interpeler le conseil communal s'ils souhaitent susciter des envies de changement* » dans l'attribution des marchés publics.

**Benoît Drèze**, conseiller communal CDH dit oui à l'introduction de critères environnementaux dans les marchés publics en favorisant les circuits courts mais ajoute que pour les critères sociaux, il est « *plus prudent* ». La sécurité sociale a été chez nous l'aboutissement de luttes sociales, dans les pays producteurs de vêtements, « *il ne faut pas forcer les travailleurs s'ils ne sont pas prêts* ». Il craint par ailleurs que l'achat de vêtements durables « *dans les pays limitrophes* » ne coûtent « *trois fois plus cher* ». En ce qui concerne le commerce équitable ? Benoît Drèze assure qu'il n'a jamais été interpellé à ce sujet au conseil communal mais si, suite aux élections, il se trouve au Collège, l'endroit « *où les choses se décident en matière de marchés publics* », il promet de recevoir les représentants d'Oxfam-Magasins du Monde.

**Pierre Stassart**, échevin PS, veut que la motion votée le 3 septembre, s'accompagne d'objectifs chiffrés. C'est relativement aisé, dit-il, pour les vêtements moins pour les aliments et boissons où le marché est plus important. Le candidat PS insiste sur la difficulté de convaincre la direction financière de la ville qui agite la menace d'un refus d'approbation du marché public par la tutelle, c'est-à-dire la Région wallonne. Pour le marché public de l'achat de fruits et légumes pour les écoles, il y a eu, dit-il, un vrai « *bras de fer* » avec le directeur financier. Pour Pierre Stassart, il faut, au sein du personnel actif pour les marchés publics de la ville, « *des personnes motivées et indépendantes de la direction financière* ». Il reconnaît que cette « *motivation* » doit aussi exister au niveau politique pour convaincre les réticences rencontrées dans l'administration.

**Céline Lambeau** (Vega) se montre très déterminée sur la nécessité d'intégrer les critères sociaux pour les marchés publics de vêtements mais aussi d'équipements scolaires, les chantiers, « *partout où il y a des dépenses publiques* ». La candidate Vega a une approche très différente du MR à propos de la responsabilité individuelle ou publique dans les achats durables. C'est à la ville de montrer la voie à suivre. « *Elle doit communiquer sur ce qu'elle fait pour éveiller les consciences. Que l'autorité publique montre l'exemple* ».

Interrogé sur le commerce équitable, **Mehdi Salhi** (PTB) répond d'abord en défendant le commerce de proximité face aux grands centres commerciaux. Il reconnaît que les électeurs du PTB sont très peu informés sur le commerce équitable et ses enjeux. La question du prix est essentielle pour un public défavorisé. Le PTB s'est battu contre la fermeture d'un Aldi dans le centre de Liège. N'est-ce pas incohérent de défendre ainsi une multinationale ? Mehdi Salhi en est conscient mais rappelle qu'il s'agit d'un commerce qui pratique des prix très bas. « *Il ne faut pas être déconnecté des réalités sociales. Une autre approche du commerce doit se faire étape par étape* ».

Retrouvez ce rapport avec les photos sur [achact.be/LIEGE.htm](http://achact.be/LIEGE.htm)

### Pour plus d'infos ou pour agir avec nous



**OXFAM**

Magasins du monde

[www.oxfammagasinsdumonde.be/agir](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/agir)

Pour agir avec Oxfam à Liège, contactez Anne :

[anne.barthelemy@mdmoxfam.be](mailto:anne.barthelemy@mdmoxfam.be) // 0499 646 564



[www.achact.be](http://www.achact.be) , [achAct sur facebook](#)

## BUDGETS ET COMPTES COMMUNAUX

*Attac\* (Association pour la Taxation des Transactions Financières et l'Action Citoyenne) et ACiDe \*\*2(Audit Citoyen de la Dette) sont conscients de l'importance des finances locales pour le développement de véritables politiques sociales. C'est la raison pour laquelle nous avons interrogé les différents candidats sur les quatre questions ci-dessous.*

- 1-** *Transparence : comment allez-vous améliorer l'accès aux comptes et budgets, encourager un audit citoyen ?*
- 2-** *Gestion : comment allez-vous améliorer la gestion des dépenses, recettes, dettes vis-à-vis des banques, privées, 'publique', éthique, ...*
- 3-** *Pensions : comment comptez-vous faire face à la cotisation de responsabilisation pour payer les pensions dues par la Ville ?*
- 4-** *Dette de la ville : elle s'élève à 800 M€ à l'ordinaire et 200 M€ à l'extraordinaire. Quelles politiques comptez-vous mener ? Comment réduire la dette et la charge de la dette (les intérêts annuels) ? NB : PPP = Partenariat Public-Privé*

<p><b>PS</b> – Pierre Stassart (échevin sortant, candidat)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le budget et les comptes sont accessibles aux Conseillers et aux citoyens qui le demandent ; mais pour ce qui concerne les emprunts les montants et taux d'intérêts sont en possession du CRAC (mini FMI régional), aussi ni les conseillers ni même la Ville n'y ont accès !</li> <li>- La région oblige les Communes à emprunter pour investir... Il faudrait faire un audit citoyen dans toutes les communes sous CRAC.</li> <li>- La Ville est en litige contre l'ONSS sur les cotisations de responsabilisation versées par les contractuels.</li> <li>- La Région a un pouvoir régalién sur la Ville, la tutelle peut bloquer l'exécution du budget. Si possible sans PPP.</li> </ul>
<p><b>Vega</b> – Céline Lambeau (candidate)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vega promeut la transparence = 1° la publication des documents dans un format lisible à priori 1 mois avant, et 2° leur diffusion.</li> <li>- Il faut une solidarité avec les communes avoisinantes car leurs citoyens bénéficient des infrastructures sans y contribuer.</li> <li>- Vega veut mandater un cabinet d'avocat et examiner les recours possibles concernant la « responsabilisation »</li> <li>- L'audit citoyen de la dette doit se faire à priori; pas de PPP ; Belfius doit rester une banque publique; notion de dette illégitime.</li> </ul>
<p><b>PTB</b> – Mehdi Salhi (candidat)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le PTB demande la publicité de toutes les décisions du collège et la transparence des intercommunales, y compris via les mandataires. Ils se sont inspiré du travail de Acide.</li> <li>- Via la tutelle du CRAC, la région met en place des plans d'austérité communaux amenant des privatisations.</li> <li>- Une véritable banque publique doit permettre aux communes d'emprunter auprès de la BCE à du 0,05%, à l'instar des banques privées.</li> <li>- Non aux PPP qui se font toujours au bénéfice du privé.</li> </ul>
<p><b>MR</b> – Julien Delaunois (candidat)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Audit citoyen : le MR est pour une vulgarisation et un système d'open data avec un login pour savoir qui s'intéresse à quoi.</li> <li>- La dette est abyssale, la ville vit au-dessus de ses moyens. Le plan de gestion est une bonne chose. Il faut plus d'attractivité pour les commerçants et associations afin d'avoir un budget équilibré, e.a. via la suppression des structures redondantes. Des PPP sont à envisager.</li> <li>- La responsabilisation (loi Daerden) doit être payée pour assurer les pensions, et les contractuels devraient cotiser à un 2<sup>ème</sup> pilier.</li> </ul>

<p>Vert Ardent – Murielle Frenay (candidate à la Province)</p>	<p>- Vert ardent est pour une transparence la plus complète possible avec accompagnement et explication aux citoyens, convocation d'une assemblée citoyenne consultative 6 mois avant l'élaboration du budget, création d'une commission d'audit permanente, mais PAS de publicité des débats en Commission. (Cela risque, comme la retransmission du Conseil, de renforcer le show au détriment d'échange de fond)</p> <p>- La dette est liée à la problématique de non nomination, et ce serait une erreur de nommer tous les travailleurs de la Ville, ... ce qu'il faut c'est comprendre l'utilité des fonds de pension. Pas de réflexion de principe sur les banques.</p>
<p>CDH – Benoît Drèze (député wallon, ex- échevin, conseiller, candidat)</p>	<p>- En tant que député il a interpellé la RW pour un Open data, qui met à disposition des citoyens tous les documents publics via le net. Au niveau communal, pas de difficulté à ce que les Commissions soient publiques et il est favorable à un audit financier citoyen et s'engage à mettre à disposition tous les documents sauf ceux soumis au 'huis-clos'.</p> <p>- La Ville est la seule à payer la cotisation de responsabilisation en empruntant. Il est contre les nominations dans la fonction publique, qui est irresponsable, vu l'écart entre les pensions des agents nommés et non nommés !</p>

### Pour plus d'infos ou pour agir avec nous



[ACiDe-Groupe Liège sur Facebook](#)



[liege.attac.org/](http://liege.attac.org/)

## ENSEIGNEMENT

*Les parents et la FAPEO revendiquent un enseignement public qui ait les moyens d'offrir à tous les enfants une place de qualité et d'amener chaque élève au meilleur de ses capacités pour qu'il puisse notamment trouver une condition décente dans la société. Elle demande aussi aux pouvoirs publics communaux de porter un projet ambitieux pour l'enseignement qu'ils organisent. Vous trouverez ci-dessous les quatre questions qui ont été posées aux partis politiques.*

1. **Si vous êtes élu(e), quel modèle de dialogue et de concertation avec les parents d'élèves mettriez-vous en place ?**
2. **Quelles seraient vos actions concrètes pour faire un travail de fond sur la question du harcèlement dans les écoles ?**
3. **Quelle serait votre politique de l'accueil extrascolaire dans les écoles, celle-ci sera-t-elle bien en cohérence avec le Code de Qualité de l'ONE et encadrée par du personnel formé à cet effet ?**
4. **Quels sont vos engagements pour qu'une alimentation de qualité visant des repas à base de produits locaux (circuits courts) issus de l'agriculture biologique et/ou raisonnée, privilégiant les fruits et les légumes de saison soit mise en place dans les cantines scolaire et respectée par l'Intercommunale ISOSL ?**

<p><b>CDH</b> Benôit Dreze</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contre la gratuité totale de la cantine, mais en fonction des revenus.</li> <li>• Prône des cours polytechniques dès le début du cursus scolaire</li> </ul> <p><b>Engagements :</b> Cuisiner dans les écoles pour les établissements d'une certaine taille.</p>
<p><b>PS</b> Pierre Stassart</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cuisiner sur place signifie contrôle de l'AFSCA =&gt; impossible dans la législation actuelle et exploserait le budget.</li> <li>• Les cantines : 11.000.000€ =&gt; la ville n'a pas les moyens d'assurer la gratuité</li> <li>• Pour favoriser l'égalité des chances =&gt; renforcer la remédiation et modifier le CEB</li> </ul> <p><b>Engagements :</b> S'opposer au pacte d'excellence, remettre en cause le CEB et ouvrir la concertation à propos des cantines et impliquer les parents.</p>
<p><b>PTB</b> Mehdi Salhi</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dialogue parent – école =&gt; prioritaire ; impliquer davantage les parents</li> <li>• Harcèlement : prévention dans les écoles. Souvent les harceleurs ne savent pas qu'ils le sont =&gt; la prévention commence par leur en faire prendre conscience.</li> <li>• Accueil extrascolaire : =&gt; pour une professionnalisation de l'accueil. Mais attention toutefois à ne pas trop mettre la pression sur les enseignants.</li> <li>• École en alternance : pas trop pour. Reproche à des grandes boîtes du genre AUDI à former des employés aptes à ce type de fonction et ne savent rien faire d'autre.</li> <li>• Mixité : revaloriser et localiser l'enseignement de la ville.</li> </ul> <p><b>Engagements :</b> Revaloriser la remédiation et Cantine gratuite (à financer en prenant de l'argent ailleurs =&gt; choix de société)</p>
<p><b>VEGA</b> Céline Lambeau</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Harcèlement : faire un travail avec l'harceleur (tous ne savent pas qu'ils le sont) et avec le harcelé. Les textes existent, il faut les utiliser.</li> <li>• Accueil extrascolaire : il faut penser à long terme, mais agir de suite. Statut très précaire du personnel auxiliaire qui ne maîtrise pas toujours bien le français, CDD renouvelable... =&gt; Améliorer leur statut, réenclencher l'ascenseur social, créer du lien entre les enfants et les accueillantes.</li> <li>• Cantines : VEGA est à l'origine de la tendance actuelle qui prône des cantines bios, durables et favorisant les circuits courts. Ça augmente forcément les coûts du contrôle de la qualité. À long terme, pourquoi ne pas envisager un partenariat avec les parents, les enfants ?</li> </ul> <p><b>Engagement :</b> Cuisiner ensemble sur place (on s'engage à y penser)</p>
<p><b>MR</b> Julien Delaunois</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour des repas sains à base de produits locaux. Pas contre la gratuité, mais ce serait extrêmement difficile. Pourquoi ne pas donner des conseils nutritionnels aux parents.</li> <li>• Accueil extrascolaire : le renforcer, donner l'envie d'écrire, développer le sens artistique, les infrastructures sportives..., créer du lien intergénérationnel.</li> <li>• Dialogue parent – école : créer du lien concret, pourquoi pas en passant par une appli (ex : smart school). Développer le respect mutuel.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Harcèlement : développer l'éducation à la citoyenneté et à la multiculturalité ainsi qu'à l'affirmation de soi dès le plus jeune âge. Utiliser les outils existants comme les cpms. La violence à l'école n'est pas un sujet tabou.</li> <li>• La mixité doit s'organiser. Il faut aussi l'inciter.</li> </ul> <p><b>Engagement :</b> Ouvrir le dossier des cantines</p>
<p><b>Vert ardent – Ecolo</b> Murielle Frenay</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dialogue : pour la cogestion et coopération, mais chacun son rôle (parle de contrat !), le conseil de participation est une bonne chose, mais manque de moyens, il faut s'adresser à tous les parents.</li> <li>• Harcèlement : ça a toujours existé, les réseaux sociaux n'ont pas créé le phénomène..., les enfants sont le miroir de la société. Les Centres culturels ont un rôle à jouer.</li> <li>• Accueil extrascolaire : statut précaire, 95% de femmes. Il faut professionnaliser et stabiliser l'environnement de l'enfant.</li> <li>• Cantines : de la soupe gratuite pour tout le monde tous réseaux confondus ! Regrette « Rescolie ».</li> <li>• CEFA : On n'y est pas opposée. Sauf si c'est pour fournir des stagiaires gratuits aux grands groupes. Plutôt pour le milieu associatif, culturel, etc.</li> <li>• Mixité : « On a tout essayé », le mieux est d'aller à l'école de son quartier.</li> <li>• Égalité des chances : ça passe par plus de remédiation, mais ça a un coût. Ecolo est prêt !</li> </ul>

### Pour plus d'infos ou pour agir avec nous



<http://www.fapeo.be/>

<https://www.facebook.com/LaFAPEO>

[YouTube : CANAL FAPEO](#)

**Christopher Jaumouille**

Chargé de mission à la FAPEO

[christopher.jaumouille@fapeo.be](mailto:christopher.jaumouille@fapeo.be)

Tél. : + 32 (0)2 527 25 75

## LOGEMENT

*Le groupe liégeois du DAL (Droit Au Logement) et le PAC Liège ont interrogé les représentants des partis politiques sur 4 thèmes : Garantie locative du CPAS - Logement vides - Manque de logements - Logements insalubres.*

**cdH** : Benoit Drèze

- Fond de garanties locatives : petite participation mensuelle des locataires et l'Etat comblerait si besoin. Eviter la stigmatisation des personnes.
- Utiliser des instruments comme l'Agence Immobilière Sociale pour la remise en état et en circuit des logements. L'utilisation et l'effet de la loi Onkelinx reste minime. Mettre les étages des commerces en location et taxer la non-location.
- Le nombre de permis de bâtir est très bas, tout le monde doit s'y mettre. Loyers peut-être plus chers mais logements de qualité.
- Visiter les logements de chaque quartier et faire un constat. Mettre en place de nouveaux outils ou en renforcer. Le contrôle systématique est la seule solution.

**MR** : Julien Delaunois

- C'est le CPAS qui vient en aide aux locataires et gère les dossiers pas une autre structure. Il faut plus de moyens financiers et humains.
- Faire un inventaire de tous les logements pour connaître les disponibilités. Favorables à un échevinat de la transition énergétique du logement avec un audit externe. Un partenariat public/privé pour financer l'augmentation des logements publics.
- Tous les logements doivent répondre aux normes de salubrité. Etre intraitable avec les marchands de sommeil. La commune doit accroître ses sanctions administratives.

**PS** : Pierre Stassart

- La garantie locative est obtenue en très peu de temps si le logement est reconnu par le CPAS. Pour les autres personnes avec d'autres revenus c'est l'Agence Immobilière Sociale qui l'accorderait.
- Le principe est d'occuper les logements vides. Bon rendement au niveau de la taxe sur les logements vides : dissuasif pour les petits propriétaires. L'augmentation de la taxe dépend de la Région Wallonne.
- Le logement à deux façades est plus accessible que le logement à quatre façades. Le logement neuf n'est pas accessible aux bas revenus. Il y a des normes qui permettent d'avoir moins de logements inaccessibles.
- Pour les logements insalubres, une amende. Il faudrait exproprier, mais c'est hors de prix. Besoin de sanctions afin de baisser les prix des loyers. Essayer d'être plus sévère.

**PTB** : Mehdi Salhi

- Permettre aux gens qui sont au CPAS de souffler un peu, moins leur mettre la pression. Donner des moyens supplémentaires au CPAS pour augmenter le revenu. Mettre des restrictions aux propriétaires au niveau des cautions.
- Mettre la pression aux propriétaires afin qu'ils remettent le logement vide en location : mesures restrictives pour les y obliger. Contrôle permanent et augmentation du nombre de travailleurs communaux affectés à l'inventaire des logements vides.
- Des logements à prix abordable : prendre des mesures draconiennes et que ce soit un projet de prestige de la ville. Plan ambitieux de logements sociaux et modernes. Les propriétaires ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent. Pour 2036 avoir 20.000 logements libres à prix abordable.
- Les logements insalubres sont une question de santé publique. Via la coopérative de logement : remettre les logements à neuf et qu'ils restent à des prix abordables.



**Véga** : Céline Lambeau

- Pas encore de mesure par rapport à la caution locative : projet d'inscrire ça dans le programme. Ce n'est pas toujours à la ville d'avancer les sommes : à long terme, tout le monde devrait pouvoir payer ses cautions grâce à l'emploi. Imaginer qu'un locataire paie sa caution sous forme de service plutôt que d'aller chercher l'argent au CPAS ? A plus court terme, mutualiser les cotisations. Une médiation et un dialogue avec le propriétaire peut régler pas mal de problèmes.
- Mieux utiliser la loi Onkelinx. Beaucoup n'arrivent pas à rénover les logements faute de moyens mais difficile de prendre ces logements aux familles. Les travaux demandent un trop gros coût pour la ville.
- Etablir une structure qui mobilise l'épargne du citoyen. Problème global de notre société : l'individualisme. À court terme, créer une régie citoyenne pour tous. En finir avec les blocs de logement de haut standing.
- Si nous constatons tous les logements insalubres, il y aurait énormément de gens à la rue. Les règles de salubrité sont extrêmement strictes. Il faut inciter les propriétaires à régler les problèmes de salubrité sans augmenter le loyer.

**Vert Ardent et Ecolo** : Murielle Frenay

- Le CPAS verse les deux mois de caution mais le propriétaire privé s'implique afin que les cautions du secteur public ne soient pas figées. Décentralisation et réduction si possible des délais. Proposition d'un fond de garantie, à voir au fédéral. Simplifier les choses : un guichet unique pour le public.
- Que ce soit au niveau des cautions, des logements vides et/ou insalubres, il y a un travail à faire sur la mentalité des propriétaires. Le rôle du politique est de faire respecter ce qui a été décidé mais il faut activer de la conscience citoyenne.

**Pour plus d'infos ou pour agir avec nous**

**DAL**  
Liège

[www.solidaritesnouvelles.org/education-permanente](http://www.solidaritesnouvelles.org/education-permanente)



Agir par la Culture

[www.pac-liege.be](http://www.pac-liege.be)

## MIGRATIONS – COMMUNE HOSPITALIÈRE

En novembre 2017, suite à l'interpellation d'un collectif de citoyen.ne.s et d'associations actives dans la défense des droits des migrants, le conseil communal liégeois a voté, à l'unanimité, une motion la déclarant « Liège, Ville hospitalière, accueillante, ouverte et responsable ». La motion comprend une série d'engagements pour sensibiliser sa population aux questions migratoires, et améliorer concrètement l'accueil des migrants dans le respect des droits. Dans le cadre de l'apéro politique, l'asbl Le monde des possibles et le CNCD-11.11.11 ont interrogé les candidats quant à leurs propositions concrètes sur les 4 thèmes suivants :

- 1- Hébergement des publics migrants sans titre de séjour**
- 2- Lutte contre le racisme et les discriminations par la formation du personnel Communal**
- 3- Garantie de respect des droits des personnes sans titre de séjour lors d'une arrestation**
- 4- Prise en charge des femmes en séjour précaire ou irrégulier victimes de violence conjugale**

<b>PTB</b> Mehdi Salhi	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les moyens financiers du CRIPEL, l'action d'UNIA et la présence de Liège au sein d'ECCAR</li> <li>- Libérer des logements vides pour reloger l'occupation</li> <li>- Mise à disposition de places pour les femmes victimes de violences conjugales en séjour précaire</li> <li>- Injonctions plus claires à la police contre le profilage ethnique, les perquisitions à domiciles et les arrestations de sans-papiers</li> </ul>
<b>MR</b> Julien Delaunois	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à disposition envisageable d'hébergements pour les personnes en situation régulière</li> <li>- Cadastre des bâtiments publics inoccupés pour y insérer les structures qui en ont le plus besoin + taxation des bâtiments privés inoccupés</li> <li>- Mettre un maximum de moyens pour éliminer les délits de faciès</li> </ul>
<b>Vert Ardent</b> Murielle Frenay	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cadastre des bâtiments publics vides + mise à disposition d'une partie pour des personnes sans titre de séjour</li> <li>- Formation du personnel communal au travers de rencontres et de mises en situations</li> <li>- Arrêt de la collaboration aux expulsions</li> <li>- Protection des femmes victimes de violences en séjour précaires en favorisant les initiatives associatives</li> </ul>
<b>CDH</b> Benoît Drèze	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de mise à disposition de bâtiments publics pour le relogement de l'occupation</li> <li>- Confiance en la Police sur le côté humain de leur gestion</li> <li>- Opposition à l'ouverture des frontières et à la politique migratoire européenne, mais pas favorable à une régularisation</li> <li>- Poursuivre et renforcer ce qui est fait, via l'associatif</li> </ul>
<b>PS</b> Pierre Stassart	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur le relogement, chercher du côté des bâtiments provinciaux et fédéraux</li> <li>- Engagement sur une directive à donner à la police : pas d'arrestation de personnes sans-papiers victimes, lorsqu'elles portent plainte à la police. Pas de collaboration aux expulsions : la personne qui n'a pas de motif d'être arrêtée doit être libérée rapidement, s'il n'y a pas de trouble à l'ordre public</li> <li>- Favorable à la mise en place d'un processus de logement à disposition des femmes même sans séjour légal</li> </ul>
<b>Vega</b> Céline Lambeau	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etablissement d'un cadastre des bâtiments publics vides et priorisation de leur destination</li> <li>- Favoriser la solution de l'habitat léger sur des terrains publics pour reloger l'occupation</li> </ul>

- |  |   |
|--|---|
|  | <ul style="list-style-type: none"><li>- Sur la police, création d'un organe plus indépendant composé de juristes et de psychologues + police de proximité</li><li>- Augmentation du nombre de places d'hébergement pour les femmes victimes de violences en séjour précaire</li></ul> |
|--|---|

## Pour plus d'infos ou pour agir avec nous



[www.possibles.org](http://www.possibles.org)

**CNCD**

**11.11.11**

[www.cncd.be](http://www.cncd.be)

**Province de Liège**

[liege@cncd.be](mailto:liege@cncd.be)

Tél. : + 32 (0)4 290 57 00

[Facebook CNCD Province de Liège](#)